

## Etude sur les disputes foncières dans les zones affectées par le Conflit à Mindanao, codirigée par l'OIM et la Banque Mondiale

---

Les revendications concurrentes concernant les terres ont été au centre d'une grande partie de la violence à Mindanao. Même si l'Accord-Cadre sur le Bangsamoro (FAB, 2012) conclu en octobre, et la version finale de l'Accord Global sur le Bangsamoro (CAB, 2014) représentent d'importantes avancées en termes de paix à Mindanao, l'obtention d'une paix et sécurité durables requièrent aussi une résolution efficace et juste des conflits fonciers.

A la demande du Bureau du Conseiller Présidentiel des Philippines concernant le Processus de Paix (OPAPP), l'OIM, en partenariat avec la Banque Mondiale, a conduit une mission exploratoire. L'équipe a mené des interviews auprès de représentants gouvernementaux, impliqués au niveau local et national, dans la formalisation des titres de propriété ainsi que des acteurs-clé et informateurs, directement affectés par les revendications concurrentes concernant les terres à Mindanao.

La publication qui résulte de cette mission s'intitule « disputes foncières dans les zones affectées par le Conflit à Mindanao<sup>1</sup> » et fut rendue publique en mai 2013.

Le rapport souligne tout d'abord les engagements pris à travers le FAB vis-à-vis de la gestion des disputes foncières. Ces engagements englobent la reconnaissance du droit sur les propriétés dévolues ainsi que les droits des personnes injustement dépossédées et prévoit en plus des mesures de compensation lorsque les

droits de ces derniers ne peuvent pas être restaurés. Par ailleurs, cela prévoit aussi la reconnaissance des droits de propriété des populations indigènes. Cependant, les conclusions du rapport ont révélé que la signature du FAB a créé de nouvelles dynamiques menant des revendications foncières latentes sur le devant de la scène. De plus, l'incertitude régnant autour de la manière selon laquelle les provisions relatives au foncier contenues dans le FAB seront appliquées s'ajoute à la déjà complexe situation.

Le rapport met en avant des recommandations politiques et programmatiques au court et moyen termes. Ces dernières prévoient notamment la collection systématique de données empiriques concernant les réclamations foncières, la prévalence de conflits et disputes, une évaluation de la résilience et capacités des mécanismes existants de résolution des disputes foncières, ainsi que l'établissement d'un inventaire des lois relatives au foncier, dans l'actualité.

De plus, le rapport préconise d'accompagner la résolution des conflits fonciers avec la conception et la mise en œuvre de programmes de stabilisation communautaire, ainsi que la consolidation des capacités de médiation des acteurs locaux présents dans les zones considérées comme ayant un potentiel pour le conflit élevé.

Le rapport est disponible sur la page web de la division.

Pour de plus amples informations, merci de contacter [lpr@iom.int](mailto:lpr@iom.int)

---

<sup>1</sup> La publication est disponible en ligne, en version anglaise uniquement (« Land Dispute in Conflict Affected Areas of Mindanao »).